Décision de l'Autorité environnementale après examen au cas par cas sur le projet dénommé « Travaux d'entretien de la retenue EDF-Unité de Production Alpes » sur la commune de Saint-Egrève (département de 38)

Décision n° 2017-ARA-DP-00850
DÉCISION
à l’issue d’un examen au cas par cas
en application de l’article R.122-3 du code de l’environnement

VU la directive 2011/92/UE modifiée du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l’évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l’environnement, notamment son annexe III ;

VU le code de l’environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;

VU l’arrêté de la ministre de l’écologie, du développement durable, et de l’énergie du 12 janvier 2017, relatif au contenu du formulaire d’examen au cas par cas ;

VU l’arrêté n°2017-441 du 24 octobre 2017 du préfet de région, portant délégation de signature en matière d’attributions générales à Madame Françoise NOARS, inspectrice générale de la santé publique vétérinaire, directrice régionale de l’environnement, de l’aménagement et du logement de Auvergne- Rhône-Alpes ;


VU la demande enregistrée sous le n° 2017-ARA-DP-00850, déposée le 27 octobre 2017 par la société EDF – UPA (Unité de production Alpes) représentée par Monsieur Xavier HERVE, considérée complète et publiée sur Internet, relative à des travaux de curage de la retenue de Saint-Egrève (38) de 150000 m³ au maximum ;

VU la saisine du directeur général de l’agence régionale de santé en date du 13 novembre 2017 ;

VU les éléments de connaissance transmis par la direction départementale des territoires le 23 novembre 2017 ;

CONSIDÉRANT que le projet présenté relève ainsi de la rubrique 25. b) du tableau annexé à l’article R.122-2 du code de l’environnement ;

CONSIDÉRANT que le formulaire de demande comporte les éléments suffisants pour motiver la décision de l’autorité environnementale ;

CONSIDÉRANT que le projet consiste à réaliser un curage par pompage-dilution d’un volume maximal de 150 000 m³ de sédiments fins d’un banc situé en rive gauche à l’amont immédiat du barrage afin d’assurer une section hydroélectrique, située sur la commune de Saint-Egrève, en cas de crue

CONSIDÉRANT que les sédiments seront mobilisés par une ou deux dragonne aspiration(s) et qu’ils transiteront via les groupes de la centrale de Saint-Egrève, avant mélange résiduel à l’Isère en aval du barrage ;

CONSIDÉRANT la faiblesse du risque d’impact dû à l’augmentation de la concentration en matières en
suspension dans l’Isère, cours d’eau récepteur, du fait :
  • du caractère inerte, non dangereux (absence de pollution chimique) et très minéral des sédiments de
    la retenue concernée par le projet ;
  • du caractère ponctuel de l’opération ;
  • du suivi MES et oxygène dissous ;
  • du suivi hydrologique avant et après l’arrêt du curage ;
  • de la réalisation d’une bathymétrie de la retenue de Saint-Egrève avant et après l’opération ;
  • de la mesure d’évitement sur une bande de 10m de largeur depuis la berge en rive gauche
    (préservation des habitats attractifs de la faune aquatique) et travaux exécutés d’avril à juillet (en
    dehors de toute période sensible pour les salmonidés et avifaune hivernante).

CONSIDÉRANT qu’au regard de tout ce qui précède, compte-tenu des caractéristiques du projet présentées

 dans la demande, des enjeux environnementaux liés à sa localisation et de ses impacts potentiels, le projet
 ne justifie pas la réalisation d’une étude d’impact.

DÉCIDE :

Article 1

Le projet de curage par pompage-dilution d’un volume maximal de 150 000 m³ de sédiments d’un banc situé

 en rive gauche à l’amont immédiat du barrage, présenté par la société EDF – UPA (Unité de production
 Alpes) représentée par Monsieur Xavier HERVE, dossier n° 2017-ARA-00850, concernant la

 commune de Saint-Egrève (38), n’est pas soumis à étude d’impact en application de la section première
 du chapitre II du titre II du livre premier du code de l’environnement.

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l’article R.122-3 du code de l’environnement, ne dispense

 pas du respect des réglementations en vigueur, ni des autorisations administratives auxquelles le projet peut
 être soumis par ailleurs.

Elle ne préjuge pas des décisions qui seront prises à l’issue de ces procédures.

Article 3

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la direction régionale de l’environnement, de

 l’aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes.

Fait à Clermont-Ferrand, le

27 NOV. 2017

Pour le préfet et par subdélégation,
la chef du pôle autorité environnementale

Mireille FAUCON

Voies et délais de recours
La présente décision peut faire l’objet d’un recours administratif formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication sur internet.
Cette décision peut également faire l’objet d’un recours contentieux. Tout recours contentieux doit être précédé d’un recours administratif, sous peine d’ irrecevabilité du recours contentieux. Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours administratif.

Où adresser votre recours ?
  • Recours administratif
Monsieur le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes
DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, service CIDDÆE / pôle AE
69453 LYON cedex 06
  • Recours contentieux
Monsieur le président du Tribunal administratif de Lyon
Palais des juridictions administrative
184 rue Duguesclin
69433 LYON Cedex 03